Fondation Jean Jaurès

International

ACCORD NUCLÉAIRE OU FRAPPE MILITAIRE : L'HEURE DE LA DÉCISION ARRIVE SUR LE DOSSIER IRANIEN

Tamir Hayman, Raz Zimmt

11/06/2025

Les résultats des négociations qui ont débuté en avril 2025 entre Téhéran et Washington, avec la médiation d'Oman, détermineront en grande partie l'issue du dossier iranien : un règlement politico-diplomatique de la question nucléaire, ou une frappe militaire (israélienne, américaine ou conjointe) contre les installations nucléaires de l'Iran. Tamir Hayman, directeur de l'Institute for National Security Studies (INSS), et Raz Zimmt, directeur du programme de recherche « L'Iran et l'axe chiite » de l'INSS, proposent dans cette première note d'une série en partenariat avec l'INSS[1] une analyse des différents scénarios possibles.

Les pourparlers qui ont débuté en avril 2025 entre le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, et l'envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient, Steve Witkoff, avec la médiation d'Oman, rapprochent l'Iran, les États-Unis et Israël du moment de vérité concernant l'avenir du programme nucléaire iranien. Les résultats des négociations détermineront en grande partie si la voie à suivre mène à un règlement politique de la question nucléaire ou à une frappe militaire – israélienne, américaine ou conjointe – contre les installations nucléaires de l'Iran.

À ce stade, il est évident que tant les dirigeants iraniens, dirigés par le guide suprême Ali Khamenei, que l'administration américaine, dirigée par le président Donald Trump, préfèrent une solution politico-diplomatique plutôt qu'une confrontation militaire, dont les résultats et les conséquences sont difficiles à prédire. Le président Trump, tout en n'excluant pas la possibilité d'une frappe contre les installations nucléaires iraniennes, a ainsi souligné à plusieurs reprises qu'il préférait poursuivre l'approche diplomatique et parvenir à une résolution politique avec Téhéran, à condition que l'Iran ne soit pas autorisé à développer une arme nucléaire. En outre, la reprise des négociations entre Téhéran et Washington et les progrès évoqués à l'issue des premiers cycles de pourparlers témoignent d'une volonté fondamentale des deux parties de faire preuve de souplesse dans leurs positions.

Le dirigeant iranien Khamenei a dû revenir sur la position qu'il tenait ces derniers mois : « Ni guerre, ni négociations ». Le changement de discours de Khamenei, qui jusqu'à récemment s'opposait aux négociations avec les États-Unis et soulignait leur inutilité, peut être attribué principalement à la menace militaire crédible qui pèse désormais sur la République islamique. Khamenei a compris que l'Iran était vulnérable à une attaque militaire et que les chances d'une telle opération, auparavant considérées comme très faibles, avaient considérablement augmenté : d'abord en raison de l'imprévisibilité du président Trump, et ensuite parce que les restrictions imposées aux actions israéliennes par les Américains ne sont plus garanties.

L'escalade verbale des responsables américains et israéliens, les menaces militaires du président Trump, le renforcement substantiel des forces américaines au Moyen-Orient, le transfert d'armes américaines à Israël, les exercices militaires conjoints entre Israël et les États-Unis, la campagne militaire contre les Houthis au Yémen, la neutralisation des capacités du Hezbollah – qui devait servir d'arme de dissuasion et de représailles contre Israël : tout cela a pour effet d'accroître la crainte de Téhéran d'une attaque militaire devenue de plus en plus plausible.

À ce contexte, il faut ajouter que l'Iran est actuellement confronté à d'importants problèmes de sécurité à la suite de l'attaque israélienne du 26 octobre 2024, qui a causé des dommages considérables aux systèmes de défense aérienne du pays et à ses capacités de production de missiles balistiques. En outre, l'affaiblissement sans précédent de l'axe pro-iranien dans la région en raison des coups subis par les « proxys » et les alliés de Téhéran au Liban, dans l'arène palestinienne et au Yémen, et par la chute du régime Assad en Syrie ont encore exacerbé les vulnérabilités stratégiques de l'Iran.

En même temps, certaines déclarations de hauts responsables américains, notamment Witkoff, et les progrès dans les négociations reflètent une inclination de l'administration Trump de reconnaître le droit de l'Iran à maintenir des capacités d'enrichissement de l'uranium et à continuer d'enrichir de l'uranium à un faible niveau (3,67%, comme le permet l'accord nucléaire de 2015), tout en se contentant de limitations significatives qui empêcheraient l'Iran de produire une arme nucléaire – même sans un démantèlement complet de l'infrastructure nucléaire (le « modèle libyen »). En outre, la plupart des déclarations américaines se concentrent sur le programme nucléaire iranien et non sur les autres défis posés par l'Iran, tels que son soutien au terrorisme, ses proxys régionaux ou son programme de missiles – autant de questions sur lesquelles Téhéran refuse catégoriquement de négocier.

Malgré la préférence fondamentale de Téhéran et de Washington pour un règlement diplomatique plutôt que pour une option militaire, les négociations pourraient se solder par un échec dans un

délai relativement court, et ce pour plusieurs raisons : la profonde méfiance entre les parties, une fenêtre limitée pour parvenir à un accord, et des écarts importants qui doivent être comblés sur diverses questions litigieuses, tant en ce qui concerne le programme nucléaire que le régime de sanctions à l'encontre de l'Iran.

La brièveté du délai découle de plusieurs contraintes principales : tout d'abord, l'ultimatum de soixante jours fixé par le président Trump pour la conclusion des négociations. Même si le compte à rebours a commencé avec la première réunion entre les représentants iraniens et américains à Oman (le 12 avril 2025), et même si le président Trump pourrait repousser l'échéance, il est peu probable que l'administration américaine accepte de prolonger les négociations de manière significative, en particulier en raison des progrès nucléaires continus de l'Iran. En outre, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit publier son rapport trimestriel sur l'état du programme nucléaire iranien en juin 2025, et celui-ci devrait être très critique à l'égard de l'Iran, compte tenu de ses violations continues de l'accord nucléaire de 2015 et de son nouveau rapprochement vers le seuil nucléaire. Lors de sa visite à Téhéran à la mi-avril 2025, Rafael Grossi, le directeur général de l'AIEA, a ainsi déjà averti que l'Iran n'était plus très loin de pouvoir développer une arme nucléaire.

En outre, le 18 octobre 2025, le mécanisme Snapback expirera : en vertu de la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU, ce mécanisme permet de réimposer toutes les sanctions de l'ONU contre l'Iran. Le déclenchement de ce mécanisme, qui ne nécessite pas le consentement de la Russie ou de la Chine, doit être préparé par les pays signataires environ trois mois plus tôt, c'est-à-dire au plus tard en juillet 2025. L'activation du mécanisme Snapback et le renvoi du dossier nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité des Nations unies pourraient inciter l'Iran à se retirer du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), et donc conduire à une nouvelle escalade. Proroger le mécanisme Snapback nécessiterait une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, qui dépendrait de progrès significatifs dans les négociations entre l'Iran et les États-Unis.

Dans ces conditions, l'issue des pourparlers entre Téhéran et Washington sera tranchée dans les semaines à venir, qu'il s'agisse d'une percée diplomatique potentielle (un nouvel accord nucléaire, ou au moins un accord intérimaire) ou d'une escalade vers une confrontation militaire.

L'objectif stratégique

Empêcher l'Iran d'obtenir une arme nucléaire a toujours été – et reste – l'objectif central de la préservation et du renforcement de la sécurité nationale d'Israël. Israël ne peut accepter qu'une arme nucléaire soit entre les mains d'un régime radical déterminé à la détruire. L'État hébreu

dispose de trois options pour empêcher l'Iran d'acquérir une arme nucléaire : un accord nucléaire, une frappe militaire, ou un changement de régime.

Pour maximiser les avantages et faire face aux risques inhérents à ces trois options (comme nous le verrons plus loin), un nouvel objectif stratégique intégré est nécessaire. Il peut être formulé comme suit : le recours à la puissance militaire – sous forme de menace ou d'emploi effectif de la force – vise à contraindre l'Iran à signer un accord qui le prive de la capacité de développer une arme nucléaire, tout en maintenant pour la communauté internationale et Israël la capacité de poursuivre une campagne militaire, politique et économique contre l'Iran, dans le but d'affaiblir le régime islamique, de limiter ses activités régionales néfastes et de restreindre ses capacités en matière de missiles.

Pour atteindre cet objectif complexe, trois trajectoires sont possibles, chacune combinant des éléments de diplomatie, de puissance militaire et de pression sur le régime :

- une ligne de conduite axée sur un règlement politique ;
- une ligne de conduite axée sur une option militaire : soit une opération israélienne, soit une opération menée par les Américains ;
- une action combinée : une frappe pour envoyer un signal et conduire à un accord.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Le scénario d'un règlement politique

Pour qu'un meilleur accord nucléaire que celui de 2015 soit possible, il faut que le guide suprême iranien accepte de signer un texte avec des conditions plus sévères que le précédent, et avec une administration américaine dirigée par un président qui s'est retiré de l'accord initial et a réimposé des sanctions contre son pays.

Pour contraindre l'Iran à accepter un accord amélioré, une menace militaire crédible est donc nécessaire – une menace qui convainc les dirigeants que non seulement leur programme nucléaire

est menacé, mais aussi la survie même de leur régime. Soutien des États-Unis à Israël, affaiblissement de la position de l'Iran, possibilité d'une frappe sans craindre l'escalade vers une guerre régionale après l'élimination de la menace de représailles du Hezbollah : la conjoncture actuelle crée une fenêtre d'opportunité dans laquelle une telle menace militaire peut être crédible. Les approches divergentes entre Israël et les États-Unis, l'un étant déterminé à frapper l'Iran et l'autre préférant parvenir à un règlement diplomatique, pourraient en réalité servir l'objectif stratégique en augmentant la motivation de l'Iran à faire des compromis : les dirigeants iraniens ont conscience que l'échec des négociations donnerait à Israël l'occasion de mettre ses plans d'attaque à exécution.

Cependant, toute tentative de parvenir à un règlement politique dans le cadre des négociations actuelles devra tenir compte des « lignes rouges » de Téhéran, et en particulier de son refus catégorique de démanteler complètement son infrastructure nucléaire. Dans ces conditions, et compte tenu des progrès significatifs de l'Iran en matière d'enrichissement de l'uranium et de R&D nucléaire, il ne sera pas possible de rétablir le « breakout time », le temps nécessaire à l'Iran pour produire une bombe nucléaire, fixé à un an, obtenu dans le cadre de l'accord de 2015. Même si l'Iran mettait fin à la plupart de ses activités d'enrichissement, et même si des restrictions importantes étaient imposées (telles que des limites à la production de centrifugeuses, au nombre de centrifugeuses en fonctionnement, aux types de centrifugeuses installées dans les installations d'enrichissement et à la quantité de matières fissiles que l'Iran est autorisé à accumuler), les connaissances et l'expérience acquises lui permettraient de se doter d'une arme nucléaire beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Selon l'expert nucléaire David Albright, directeur de l'Institute for Science and International Security (ISIS), même si l'Iran ne détenait plus que moins de 5% de son stock actuel d'uranium enrichi, il ne lui faudrait que vingt-cinq jours pour accumuler suffisamment d'uranium de qualité militaire pour fabriquer une bombe, et deux mois pour en confectionner quatre. Seule la destruction (et non le simple démantèlement) de ses centrifugeuses avancées pourrait l'en empêcher.

De plus, un règlement politique pourrait, au moins à court terme, renforcer le régime iranien, principalement en raison des avantages économiques importants que Téhéran en tirerait en échange. Ces avantages renforceraient économiquement l'Iran et le rouvriraient au monde, y compris aux pays occidentaux. L'Iran pourrait exploiter ces ressources économiques pour renforcer ses capacités militaires, étendre ses activités régionales malveillantes et reconstituer l'axe pro-iranien, même si les développements régionaux de ces derniers mois ont considérablement entravé les efforts visant à le relancer. En outre, plus les concessions et les garanties exigées de l'Iran dans le cadre de l'accord seront nombreuses, plus il est probable que l'Iran cherchera à obtenir d'importantes garanties réciproques, des mesures d'allègement et des

aides économiques, telles que la levée des sanctions américaines primaires et pas seulement secondaires. Il n'est pas exclu que, contrairement aux présidents américains précédents, le président Trump – qui accorde une grande importance à une approche des relations internationales et de la diplomatie axée sur les affaires – soit disposé à envisager cette option.

Si un régime iranien renforcé présente de sérieux risques, cet état de fait souligne également un impératif stratégique plus large : la nécessité d'un changement fondamental à Téhéran. Le changement de régime en Iran est un objectif louable non seulement pour Israël, la région et l'Occident, mais aussi pour le peuple iranien lui-même. On peut raisonnablement considérer qu'il n'y a aucun moyen de changer fondamentalement la ligne politique néfaste du régime iranien sans remplacer ce dernier, car il est peu probable qu'il abandonne ses positions idéologiques, son hostilité envers Israël et les États-Unis, ses ambitions d'asseoir son influence régionale et sa volonté d'acquérir une arme nucléaire. Toutefois, un changement de régime dépend largement de facteurs échappant au contrôle d'Israël, et de mécanismes dont on ne peut savoir quand ils seront activés, ni même s'ils le seront un jour.

Le scénario d'une frappe militaire

En supposant que l'opération réussisse, une frappe militaire sur les installations nucléaires iraniennes présente plusieurs avantages potentiels pour Israël.

Premièrement, elle permettrait de neutraliser et détruire partiellement ou totalement les capacités nucléaires de l'Iran, principalement dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium, infrastructures incluses, et peut-être même dans la dimension militaire du programme nucléaire. Ce sont des résultats qu'il serait difficile d'obtenir par le biais d'un règlement diplomatique. De plus, elle pourrait donner à Israël l'occasion de frapper également le programme de missiles iranien, dont le sort a peu de chances d'être abordé dans le cadre d'un futur accord diplomatique.

Deuxièmement, une frappe militaire à ce moment-là pourrait tirer parti de la fenêtre d'opportunité particulièrement favorable et inédite créée par la vulnérabilité actuelle de l'Iran : les capacités de l'Iran en matière de défense aérienne et de production de missiles ont été affaiblies par les frappes israéliennes de fin octobre 2024, et son axe régional pro-iranien, en particulier le Hezbollah, a pour l'instant largement perdu sa capacité à répondre efficacement à une frappe israélienne sur l'Iran. À l'heure actuelle, il semble peu probable que l'Iran et ses proxys, et le Hezbollah en particulier, soient en mesure de reconstituer des capacités militaires susceptibles de pouvoir, dans un avenir proche, exercer des représailles significatives contre une frappe israélienne. En revanche, l'Iran peut progressivement reconstruire et moderniser ses systèmes de défense aérienne et ses capacités

de production de missiles. Des rapports publiés ces derniers mois font état d'efforts importants de la part de Téhéran pour reconstruire et améliorer ces systèmes, avec l'aide notamment de la Chine et de la Russie. En février 2025, des sources au sein de services de renseignement occidentaux ont révélé qu'un navire d'approvisionnement chinois transportant 1000 tonnes de perchlorate de sodium – un composant chimique clé dans la production de combustible solide pour fusées – avait accosté au port iranien de Bandar Abbas. Fin mars 2025, il a été rapporté qu'un cargo iranien était soupçonné de transporter depuis la Chine des composants de missiles à Bandar Abbas. Parallèlement, d'autres ont suggéré que l'Iran, avec l'aide de la Russie, travaillait à la reconstruction des systèmes de défense aérienne qui avaient été endommagés lors de la frappe israélienne.

Troisièmement, même si une frappe militaire n'élimine pas le programme nucléaire iranien (comme nous le verrons plus loin), elle pourrait ouvrir la voie à une reprise des négociations avec l'Iran dans des conditions plus favorables à Israël et aux États-Unis. En outre, le retard significatif, de plusieurs mois ou de plusieurs années, qui serait alors imposé au programme nucléaire iranien pourrait être mis à profit par les États-Unis et la communauté internationale pour élaborer des accords politiques régionaux et des mécanismes de sécurité qui seraient un atout dans les confrontations futures avec l'Iran, y compris sur le front nucléaire.

Quatrièmement, une frappe militaire pourrait permettre de gagner du temps en vue d'un changement politique interne en Iran, ou à tout le moins jusqu'à la mort du guide suprême iranien Khamenei, actuellement âgé de 86 ans et dont le décès pourrait offrir une nouvelle occasion de faire advenir des changements politiques significatifs au sein de la République islamique. De plus, une frappe militaire majeure – en particulier une frappe qui endommagerait des infrastructures nationales et économiques vitales – pourrait ébranler la stabilité du régime. Cependant, il est difficile de prédire l'impact d'une telle frappe militaire sur la stabilité du régime. Certains, y compris des détracteurs acharnés de ce dernier, affirment qu'une frappe israélienne sur l'Iran pourrait rallier les Iraniens autour du régime et renforcer la cohésion interne du pays. Néanmoins, la crise de légitimité à laquelle est confronté le régime iranien et l'affaiblissement de l'identité collective iranienne mettent en doute sa capacité à mobiliser pleinement le soutien du public, même en cas d'urgence nationale ou de menace extérieure. Ceci étant dit, il ne faut pas sous-estimer le patriotisme des citoyens iraniens, qui en cas de frappe militaire pourraient se mobiliser en soutien au régime et le renforcer, au moins temporairement.

Les limites de l'option militaire

Si une frappe militaire comporterait des avantages potentiels, plusieurs considérations essentielles doivent aussi être prises en compte : des doutes subsistent en effet quant à

l'efficacité et aux avantages potentiels de l'option militaire.

Premièrement, il y a du vrai dans le cliché selon lequel « la guerre est le royaume de l'incertitude ». Israël peut frapper l'Iran, Israël peut agir seul – bien qu'il doive coordonner une telle action avec les États-Unis – et Israël peut probablement atteindre de nombreux objectifs tactiques avec un succès considérable. L'un des enseignements de la campagne menée par Israël contre le Hezbollah au cours de l'été 2024 est certes qu'il faut éviter à la fois de sous-estimer les capacités opérationnelles de Tsahal et de surestimer les capacités de l'adversaire, tant sur le plan défensif qu'offensif. Mais il est toutefois important de reconnaître les limites de la force. De même, il ne faudrait pas extrapoler à partir des succès opérationnels d'Israël contre le Hamas et le Hezbollah au moment d'envisager les défis d'une opération militaire en Iran, un pays plus éloigné que le Liban, et plus de 150 fois plus grand. Une action militaire risque fort de déboucher sur une escalade régionale, avec des conséquences difficilement prévisibles pour Israël, les États-Unis et le Moyen-Orient. En outre, une frappe ratée – en raison de lacunes dans le renseignement, de défaillances opérationnelles ou de dysfonctionnements techniques – pourrait laisser à l'Iran d'importantes capacités nucléaires et mener par ailleurs à des conséquences graves, comme par exemple la capture de soldats israéliens.

Deuxièmement, le succès d'une frappe militaire – qu'elle soit israélienne, américaine ou conjointe – visant à empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires n'est pas garanti. Il est difficile d'évaluer les dommages qui seraient infligés au programme nucléaire iranien sans une connaissance détaillée des capacités opérationnelles, des types d'armes disponibles et des méthodes prévues pour l'opération. Toutefois, en raison des caractéristiques du programme nucléaire iranien (résilience, dispersion, redondance, fortification et éventuellement secret) et de son état avancé actuel (seuil nucléaire), il est clair qu'il s'agirait d'une mission extrêmement difficile. Par ailleurs, les connaissances et la technologie acquises par les scientifiques iraniens ne peuvent être détruites, et elles permettront à l'Iran d'essayer de reconstruire son programme après une frappe militaire. Il suffit de quelques centaines de centrifugeuses, une quantité limitée de matières fissiles et des installations de production à petite échelle – dont certaines pourraient survivre à la frappe ou être cachées à l'avance – pour permettre à l'Iran de mettre ces capacités à l'œuvre secrètement et réaliser une percée nucléaire relativement rapidement.

Une opération menée par les Américains constituerait la menace ultime pour l'Iran. Elle pourrait déstabiliser le régime. Toutefois, une telle campagne serait coûteuse et pourrait aboutir à une escalade indésirable, en particulier du point de vue américain : l'attention et la concentration des États-Unis se portent sur d'autres questions, notamment les affaires intérieures et leur rivalité avec la Chine. Si les États-Unis refusent de mener une action militaire contre l'Iran, Israël pourrait

donc devoir agir seul (même si son action serait coordonnée avec les États-Unis et que les Israéliens compteraient sur l'aide américaine pour se défendre contre les représailles iraniennes). Mais une telle frappe israélienne en solitaire ne retarderait probablement le programme nucléaire iranien que pendant une période limitée. Un récent rapport des services de renseignement américains (dont les conclusions peuvent, bien entendu, être discutées) a ainsi estimé qu'une frappe israélienne ne retarderait le programme nucléaire iranien que de quelques mois au maximum. Selon un article du *New York Times* d'avril 2025, les plans israéliens récemment élaborés ne viseraient en réalité à retarder la capacité nucléaire de l'Iran que d'un an ou plus. De plus, l'article souligne que presque tous ces plans israéliens nécessitent le soutien des États-Unis, non seulement pour se défendre contre les représailles iraniennes, mais aussi pour fournir une assistance militaire pendant la frappe elle-même.

Le *New York Times* a de même noté qu'en raison de l'impossibilité d'intégrer des forces spéciales à une éventuelle opération dans les prochains mois, Israël a proposé de bombarder les installations nucléaires iraniennes – avec l'aide des États-Unis – pendant une semaine entière, tout en se défendant contre un assaut massif de missiles iraniens, afin de retarder de plus d'un an la capacité de l'Iran à se doter d'une arme nucléaire.

En outre, une frappe militaire destinée à mettre un terme au projet nucléaire iranien ne pourra probablement pas se limiter aux seules installations nucléaires et nécessitera une campagne plus large de frappes contre d'autres capacités et objectifs militaires, notamment les sites de production et de lancement de missiles balistiques, ainsi que les systèmes de défense antiaérienne. Cibler les moyens militaires liés au programme de missiles et, plus encore, les infrastructures nationales iraniennes (telles que les installations pétrolières et énergétiques) dans le but d'infliger des dommages économiques et de dissuader les représailles exigerait l'implication des États-Unis, et peut-être même une participation régionale, compte tenu de l'ampleur et de la complexité d'une telle opération. Par rapport à Israël, les États-Unis disposent en effet de capacités nettement plus importantes pour opérer loin de leurs frontières de manière soutenue et continue. Néanmoins, même pour les États-Unis, une telle campagne comporte le risque élevé d'une escalade dangereuse. Elle serait susceptible de détourner l'attention et les ressources américaines d'autres domaines prioritaires – en particulier la Chine – et de les ramener vers le Moyen-Orient, en entraînant les États-Unis dans un conflit vaste et à l'issue incertaine.

Troisièmement, une frappe militaire contre l'Iran déclencherait presque certainement des représailles iraniennes contre Israël, selon un schéma similaire – mais probablement plus grave – à celui observé lors des deux attaques de l'Iran contre Israël en avril et octobre 2024. Bien que la menace puisse être partiellement atténuée au cours de l'opération elle-même en ciblant les

systèmes de missiles balistiques de l'Iran, il est douteux qu'Israël – en particulier dans un scénario de frappe sans soutien américain – soit en mesure de neutraliser complètement cette menace des missiles, étant donné l'étendue du territoire iranien et le vaste réseau de tunnels utilisés pour le stockage des missiles à travers le pays.

Quatrièmement, une frappe militaire israélienne ou américaine pourrait amener les dirigeants iraniens à conclure que seule l'acquisition d'armes nucléaires leur assurerait une dissuasion efficace à l'avenir. Ces frappes encourageraient ainsi une course en avant vers l'armement nucléaire, ou serviraient de prétexte à un retrait du traité de non-prolifération (TNP). Dans ce cas, l'Iran travaillerait probablement rapidement à la reconstruction de son programme nucléaire, en dispersant et en dissimulant ses actifs dans des sites souterrains alternatifs et dans des infrastructures civiles, le tout probablement sans contrôle de l'AIEA, puisque l'Iran refuserait vraisemblablement aux inspecteurs de l'agence l'accès à son territoire.

Dans ces conditions, une frappe sur les installations nucléaires peut certes être souhaitable, mais elle ne constituerait probablement que la phase initiale d'une campagne prolongée contre l'Iran, et nécessiterait en fin de compte un règlement politique pour consolider tout gain militaire. En l'absence d'un tel accord, une campagne globale, soutenue et multidimensionnelle – combinant des frappes cinétiques et des opérations secrètes de sabotage – serait nécessaire pour empêcher l'Iran d'atteindre le seuil de percée nucléaire. Une telle campagne nécessiterait des renseignements de haute qualité pour identifier et frapper les stocks d'uranium enrichi et les installations nucléaires cachées, ainsi que le déploiement durable de capacités opérationnelles. Elle nécessiterait également une coordination totale et permanente avec les États-Unis, ce qui ne peut être garanti dans le temps compte tenu des changements politiques potentiels à Washington ou de l'évolution des priorités stratégiques des États-Unis, comme une escalade majeure avec la Chine, qui pourrait nuire à leur capacité ou à leur volonté d'aider Israël.

Il pourrait être possible de dissuader l'Iran de chercher à restaurer son programme nucléaire après une frappe en lui faisant comprendre que cela conduirait inévitablement à de nouvelles attaques contre des infrastructures critiques, des cibles militaires et des symboles du régime, menaçant ainsi la stabilité même du régime iranien. Toutefois, la décision de Téhéran serait alors influencée par divers facteurs, notamment sa propre évaluation de la possibilité de reconstruire le programme sans être détecté, et la détermination perçue d'Israël et des États-Unis à maintenir une pression militaire à long terme.

Une autre option consisterait à mener une opération militaire limitée (par Israël ou les États-Unis) dans le cadre du processus de négociation. Soit après que les négociations ont abouti à une

impasse, soit après qu'elles ont complètement échoué. Une telle opération viserait à forcer l'Iran à revenir à la table des négociations en appliquant une pression militaire limitée, par exemple en détruisant un site nucléaire et en éliminant ses capacités de défense aérienne. À la suite d'une telle frappe, l'Iran serait confronté à un choix : reprendre les négociations, ou intensifier considérablement la situation, ce qui pourrait menacer la survie même du régime. Ce type de frappe limitée pourrait réduire le risque d'une escalade généralisée. Toutefois, il n'est pas certain qu'une telle action persuade effectivement l'Iran de reprendre les négociations, car elle pourrait au contraire être perçue par les dirigeants iraniens comme un dangereux signe de faiblesse.

Entre frappe militaire et négociations : recommandations et pistes d'action

Empêcher l'Iran d'obtenir une arme nucléaire a été et reste l'objectif principal pour préserver et renforcer la sécurité nationale de l'État d'Israël. Les événements du 7-Octobre ont encore démontré qu'un régime aux vues idéologiques révolutionnaires et islamistes, qui aspire à la destruction d'Israël, ne doit pas être autorisé à posséder des capacités qui constituent une menace pour Israël – et surtout pas une menace existentielle potentielle par le biais d'armes de destruction massive. Israël ne peut accepter qu'une arme nucléaire soit entre les mains de la République islamique qui cherche à l'anéantir.

Démantèlement complet du programme nucléaire : une solution idéale pour Israël, mais impossible à atteindre par la négociation

Le démantèlement complet du programme nucléaire iranien (le « modèle libyen ») est la solution idéale pour Israël, en particulier compte tenu des efforts passés de l'Iran pour développer une arme nucléaire. Toutefois, cet objectif ne peut être atteint dans la configuration actuelle par le biais de négociations et d'un arrangement politique avec l'Iran, qui considère le démantèlement de son infrastructure nucléaire comme une « ligne rouge ». Khamenei n'est jamais revenu sur sa position selon laquelle le programme nucléaire n'est qu'un prétexte utilisé par l'Occident pour faire pression sur l'Iran, l'isoler et l'affaiblir, en prélude à la réalisation de son principal objectif stratégique : la chute du régime islamique. Le consentement de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi au démantèlement du programme nucléaire de son pays en 2003 – qui n'a finalement pas empêché son renversement par les pays occidentaux – a été présenté par Khamenei comme une preuve de la justesse de la voie iranienne, qui refuse de céder aux exigences occidentales en échange d'avantages économiques. En outre, les analyses publiées ces derniers mois en Iran pourraient refléter une perception croissante parmi les décideurs à Téhéran qu'une frappe militaire – en

particulier une frappe israélienne limitée sur les installations nucléaires, qui ne menace pas la survie du régime – pourrait être préférable à une capitulation devant les diktats américains, au premier rang desquels figure le démantèlement complet de ses capacités nucléaires.

L'option militaire : faisable et d'une grande valeur, mais uniquement dans le cadre d'une campagne globale

Une frappe militaire est possible et serait d'une grande valeur, mais elle n'est importante qu'en tant que composante d'un cadre plus large qui permettrait un excellent accord nucléaire (jusqu'au démantèlement du programme nucléaire, ou au moins la négation absolue de la capacité de l'Iran à développer une arme nucléaire à l'avenir) et même l'affaiblissement du régime, la détérioration de ses capacités militaires et l'affaiblissement du réseau de proxys de l'Iran. L'expérience passée (comme celle de l'Afrique du Sud et de la Libye) prouve que le moyen le plus fiable d'éliminer une menace nucléaire est l'abandon volontaire des capacités nucléaires par le pays en question, que ce soit sous l'effet de pressions extérieures ou d'un processus de changement interne. Pour atteindre cet objectif, l'Iran doit être poussé dans cette direction.

Le danger d'une frappe militaire sans coordination américaine

Néanmoins, même une frappe militaire – en particulier si elle est menée sans la participation active des États-Unis – serait limitée et parviendrait probablement à ne retarder que d'environ un an l'obtention par l'Iran d'armes nucléaires (« breakout time »). Les succès opérationnels d'Israël au cours de l'année écoulée ne garantissent pas nécessairement un succès similaire contre l'Iran. Une frappe israélienne limitée pourrait accélérer le projet nucléaire iranien et, si elle n'est pas coordonnée avec les États-Unis, pourrait même perturber un effort israélo-américain coordonné pour atteindre le même objectif. En outre, la nécessité d'une coordination totale avec les États-Unis est cruciale, en particulier parce qu'une frappe israélienne pourrait conduire à une guerre directe avec l'Iran, ce qui nécessiterait le soutien des États-Unis.

Accord politique : ne pas s'opposer automatiquement, mais pas à n'importe quel prix

Il ne faut pas s'opposer automatiquement à un accord politique, à condition qu'il bloque effectivement le chemin de l'Iran vers les armes nucléaires. L'opposition automatique d'Israël à l'accord nucléaire n'est pas utile et a pour conséquence que sa position technique n'est pas prise en compte lors des négociations. Le désir américain d'un accord politique devrait être canalisé vers l'obtention du meilleur accord possible pour Israël, en entrant dans les détails et en intégrant des

restrictions et des garanties dans l'accord, afin de s'assurer que l'Iran ne possèdera jamais d'armes nucléaires. Cela devrait se faire dans le cadre d'un dialogue israélo-américain garantissant que tout accord politique – s'il est conclu – répondra de manière optimale aux intérêts vitaux d'Israël en matière de sécurité. En tout état de cause, même dans l'hypothèse d'un accord, Israël doit continuer à maintenir et à renforcer ses capacités militaires contre l'Iran, afin de s'assurer qu'il conserve la possibilité de prendre des mesures militaires efficaces si nécessaire.

Les principes directeurs d'un éventuel arrangement

Comment peut-on bloquer le cheminement de l'Iran vers les armes nucléaires ?

Bien qu'il ne faille pas s'attendre à un accord conduisant au démantèlement complet du programme nucléaire iranien, il est possible de bloquer le chemin de l'Iran vers les armes nucléaires, même s'il n'abandonne pas complètement ses capacités nucléaires. Étant donné que l'on peut s'attendre à ce que le temps nécessaire pour que l'Iran obtienne l'arme nucléaire soit plus court qu'en 2015, des restrictions et des garanties importantes sont nécessaires dans les domaines de l'enrichissement de l'uranium, de l'armement, de la supervision internationale et des missiles. En outre, il convient de s'efforcer d'éliminer les clauses d'extinction prévues dans l'accord nucléaire initial ou, à tout le moins, de les retarder considérablement ou de les remplacer par un mécanisme permettant la prolongation renouvelable des restrictions imposées par l'accord sur le programme nucléaire.

Dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium

Compte tenu des progrès significatifs réalisés par l'Iran dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium au cours des dernières années, il sera impossible de revenir à l'état antérieur à 2015. L'accord nucléaire s'était alors concentré sur la limitation des capacités d'enrichissement (nombre de centrifugeuses, type de centrifugeuses, accumulation de matières fissiles). Ces restrictions doivent être renouvelées et rendues encore plus sévères – par exemple en ce qui concerne le nombre de centrifugeuses ou les quantités de matières fissiles – mais cela ne sera pas suffisant. Ainsi, un futur accord nucléaire devra imposer et faire respecter des restrictions plus substantielles qui ne se concentrent pas uniquement sur les capacités d'enrichissement.

Dans le domaine de l'armement

Il est nécessaire de renforcer l'application et la supervision des éléments militarisables inclus dans

la section T de l'accord nucléaire, y compris les activités spécifiques liées au développement d'une ogive nucléaire. Il ne s'agit par exemple que des interdictions sur la production d'uranium métallique, un élément essentiel pour construire le cœur d'une arme nucléaire ; des activités liées au développement et à l'utilisation de modèles informatiques qui pourraient servir à la recherche et au développement d'armes nucléaires ; et des expériences avec des initiateurs de neutrons – un élément essentiel utilisé comme détonateur dans une bombe nucléaire.

Dans le domaine de la supervision

Compte tenu des avancées du programme nucléaire iranien au cours des dernières années, l'extension des pouvoirs de vérification et de supervision de l'AIEA devient particulièrement cruciale dans le cadre des efforts visant à prévenir toute avancée future de l'Iran vers l'obtention d'armes nucléaires.

Dans ce domaine, une série de mesures devraient être prises pour renforcer les pouvoirs d'inspection de l'AIEA concernant la mise en œuvre d'un nouvel accord nucléaire, notamment en demandant à l'Iran de ratifier le protocole additionnel au TNP. Cela permettrait à l'AIEA d'exercer les droits d'inspection étendus que lui confère ce protocole, ce qui inclurait des inspections sur des sites non déclarés et des inspections surprises. L'élargissement des pouvoirs de l'AIEA permettrait des inspections répétées des installations soupçonnées de mener des activités liées au développement d'armes nucléaires, comme l'ont révélé les archives nucléaires obtenues par Israël au début de l'année 2018.

L'ambiguïté de l'accord nucléaire de 2015 concernant les clauses relatives à la supervision des sites militaires suspects doit cette fois être levée. La demande initiale des puissances d'exiger de l'Iran qu'il accepte des inspections « à tout moment et en tout lieu » en cas de soupçon d'activité nucléaire interdite s'est traduite dans l'accord par des clauses compliquées et ambiguës, qui permettent à l'Iran de retarder, dans le meilleur des cas, ces inspections. En outre, la surveillance continue devrait également porter sur les technologies et les activités liées à l'armement (pas seulement l'enrichissement de l'uranium). Enfin, l'utilisation de la surveillance technologique en ligne (*Online Enrichment Monitor*, ou OLEM) par les inspecteurs de l'agence devrait être élargie.

Dans le domaine des missiles

Lors des négociations qui ont abouti à l'accord nucléaire de l'été 2015, l'Iran a insisté pour exclure les missiles des discussions nucléaires. Aujourd'hui encore, l'Iran s'oppose fermement à toute discussion sur cette question.

L'Iran accorde actuellement une plus grande importance à son arsenal de missiles en raison de l'affaiblissement de l'axe pro-iranien, qui était considéré pendant des années comme un élément clé (avec ses forces de missiles stratégiques et de drones) de sa stratégie de dissuasion. Néanmoins, tout effort visant à empêcher l'Iran d'acquérir une capacité nucléaire militaire doit également porter sur les missiles pouvant être armés d'une ogive nucléaire.

Dans ce contexte, l'accent ne doit pas être mis uniquement sur la portée des missiles – puisque les missiles à moyenne portée sont suffisants pour couvrir le territoire d'Israël – mais également sur les missiles pertinents – balistiques et de croisière, à moyenne et longue portée – qui pourraient porter une ogive nucléaire. Il convient d'intégrer dans les négociations avec l'Iran la norme établie par le Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM), qui définit comme « missile dangereux » tout missile ayant une portée supérieure à 300 km et la capacité de porter une ogive de plus de 500 kg. Il faut exiger que l'Iran adhère à ce cadre international, même s'il est de nature volontaire.

Les implications pour Israël

Étant donné la menace grave et immédiate que représente le maintien de l'Iran au seuil nucléaire et les appels croissants de l'Iran à reconsidérer sa doctrine nucléaire et à envisager une percée vers les armes nucléaires, il convient de se concentrer sur le blocage de cette menace. Mais le défi que l'Iran représente pour Israël ne se limite pas au programme nucléaire. Il existe un lien entre les différentes composantes de la menace (en particulier les capacités nucléaires, le développement des missiles balistiques et des drones, la subversion régionale et le soutien au terrorisme, ainsi que la cyberguerre). Toutefois, il est préférable de traiter chacune de ces composantes séparément, et par des moyens différents. Un accord global visant à traiter tous les aspects du défi multidimensionnel que pose l'Iran n'est pas réaliste, ne sert pas nécessairement les intérêts d'Israël, et pourrait même l'empêcher d'atteindre son objectif principal : empêcher qu'une arme nucléaire ne tombe entre les mains de l'Iran.

Cette analyse, qui était valable dans le passé, est encore plus pertinente aujourd'hui parce que les développements dans la région au cours de l'année écoulée – en particulier l'affaiblissement de l'axe pro-iranien – fournissent à Israël et aux États-Unis des outils meilleurs et plus efficaces pour contrer les efforts de l'Iran visant à rétablir son influence régionale et à reconstruire les capacités de son axe.

Si Israël n'est pas en mesure de parvenir à un accord qui empêche l'Iran de se doter d'armes nucléaires et s'il décide de recourir à l'option militaire, il doit coordonner son action avec les États-

Unis (même si cela ne garantit pas la participation active des Américains à la frappe). La coordination et la coopération avec les États-Unis sont nécessaires pour se défendre contre une riposte iranienne, préserver les résultats obtenus après une frappe, et soutenir les efforts visant à empêcher la réhabilitation du programme nucléaire (que ce soit par des moyens militaires cinétiques, des moyens secrets ou des efforts diplomatiques).

Dans tous les cas, il est important de souligner la nécessité d'une campagne globale contre l'Iran, et pas seulement d'une campagne contre son programme nucléaire. Une frappe américano-israélienne pourrait constituer une solution optimale à ce défi, à condition qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une campagne plus large contre la République islamique, qu'elle ne se limite pas à quelques sites nucléaires, et qu'elle soit planifiée en conséquence. À l'issue d'une telle campagne, une action diplomatique complémentaire doit être menée, garantissant la réalisation de tous les objectifs stratégiques concernant l'Iran, y compris le démantèlement des capacités nucléaires, le démantèlement de l'axe pro-iranien et l'imposition de restrictions sur ses projets de missiles.

1. L'INSS est le principal *think tank* dédié aux questions diplomatiques, stratégiques et militaires d'Israël. Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, ses notes seront régulièrement traduites et publiées sur notre site afin d'éclairer nos lecteurs sur l'état des réflexions en cours à Jérusalem.